



HAL
open science

Citoyennetés carcérales

Stéphanie Latte Abdallah

► **To cite this version:**

Stéphanie Latte Abdallah. Citoyennetés carcérales. IMA. Ce que la Palestine apporte au monde, Le Seuil, 2023. halshs-04343178

HAL Id: halshs-04343178

<https://shs.hal.science/halshs-04343178>

Submitted on 13 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour citer cet article :

Stéphanie Latte Abdallah, « Citoyennetés carcérales », dans *ARABORAMA* n°3, Institut du Monde Arabe/Le Seuil, 2023, p. 66-72.

Des citoyennetés carcérales

Marwan Barghouti, incarcéré en Israël depuis 2002 et condamné à cinq perpétuités plus quarante ans pour son rôle politique et militaire dans la 2nde Intifada, est à présent ouvertement opposé à la ligne de Mahmoud Abbas au sein du Fatah. Il entendait se présenter depuis la prison aux élections présidentielles de juillet 2021, prévues dans le sillage des législatives de mai. Depuis plusieurs années, les sondages d'opinion le donnent vainqueur de la présidentielle. L'éventualité d'avoir un président-prisonnier, son rôle en politique Dehors, tout comme celle d'un Ahmad Saadat, élu député et reconduit secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) depuis la prison, témoignent tout à la fois de l'emprise du carcéral sur la société palestinienne et de la porosité croissante entre l'intérieur et l'extérieur des prisons israéliennes. Depuis l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, elles ont été des lieux de formation, d'exercice de la politique entre Dedans et Dehors, et ainsi de *citoyennetés carcérales*.

Les arrestations et incarcérations pour des motifs d'ordre politique sont en effet devenues massives avec la 1^{ère} Intifada (1987-1993) - en 1989 13 000 prisonniers palestiniens étaient derrière les murs - puis avec l'Intifada al-Aqsa (2000-2006), moment où on a compté plus de 9 000 détenus de sécurité tels qu'ils sont nommés par les autorités israéliennes quand les Palestiniens les appellent des prisonniers politiques ou de guerre (*asir*, pl. *asra*)¹. Qu'elle soit liée au militantisme dans un parti, à une action armée, à la participation à des manifestations, à un soulèvement, à des affrontements, à des posts sur les réseaux sociaux ou bien aux engagements de proches ou de connaissances, cette expérience marque les histoires personnelles et collective. Une véritable *toile carcérale* s'est, au fil du temps, déployée. Elle est à la fois une réalité et une virtualité carcérale, c'est-à-dire la possibilité juridique d'incarcérer

¹ Début juin 2021, ils étaient 5300, dont 39 femmes, 250 mineurs, 520 détenus administratifs - sans qu'aucune charge ne leur ait été stipulé – 240 Gazaouis, 400 résidents de Jérusalem ; et, 550 Palestiniens de citoyenneté israélienne, un nombre inhabituellement élevé en raison de la répression des mobilisations de mai 2021 en Israël qui ont uni les Palestiniens par-delà la ligne verte en un mouvement appelé l'Intifada de l'unité. Cf. <https://www.addameer.org/statistics/2021/06>. A cette période plus de 2000 Palestiniens d'Israël ont été arrêtés dont presque 300 mineurs. En novembre 2021, le nombre de Palestiniens de citoyenneté israélienne incarcérés était revenu à un niveau plus habituel: ils étaient 70 pour 4650 détenus au total.

quasiment tous les Palestiniens à partir de l'âge de 12 ans, une détention suspendue, instaurant un véritable gouvernement de la population palestinienne par le système pénal. On estime ainsi que depuis 1967, 40% des hommes sont passés par les geôles israéliennes. Les femmes ont en revanche rarement été plus d'une centaine.

Les années 1980 : l'âge d'or du Mouvement des prisonniers politiques

Les itinéraires politiques, intellectuels et les études se sont poursuivis dans l'entre-deux carcéral. Le militantisme en prison constituant une étape déterminante de la carrière partisane et l'ascension au sein des factions étant un motif central d'arrestation. Les prisons israéliennes ont constitué une « université palestinienne » (*akadimieh filistiniyeh*), un lieu clé d'éducation générale et de socialisation politique. Le modèle carcéral s'est construit sur le monde de l'écrit : le savoir et la production intellectuelle et textuelle. Une « pédagogie révolutionnaire » a été développée comme moyen d'exister en tant que Palestiniens et comme groupe politique². Les détenteurs de diplômes, de connaissances spécifiques transmettaient aux autres. Ils ont enseigné l'anglais et l'hébreu mais aussi, selon les tendances politiques, les droits humains et les droits des femmes, l'histoire des idées politiques, la démocratie, le marxisme, l'histoire des peuples sous occupation, et plus tard des cours de religion. L'influence du marxisme fut centrale dans les années 1970 et 1980 et les militants des partis de gauche, les communistes ou celles et ceux issus du Mouvement des nationalistes arabes jouèrent un rôle majeur, tout particulièrement le FPLP.

La prison est devenue une expérience nationale et citoyenne majeure avec la constitution depuis les prisons d'hommes d'une entité politique, le Mouvement des prisonniers en lien avec l'OLP Dehors. Le Mouvement des prisonniers a gouverné le temps passé en prison, coordonné les luttes en détention tout en participant à celles conduites Dehors. Il a encadré les relations et les communications avec la pénitencière. L'organisation partisane interne de même que les échanges entre les branches prison et les partis Dehors ont suivi des règles strictes. Chaque faction élit tous les ans ou tous les deux ans un responsable qui fait partie du Comité national général de la prison, et le parti majoritaire élit pour une année ou deux le représentant de l'ensemble des détenus de chaque prison. Il a toujours été membre du Fatah, sauf pendant la période d'Oslo où il revint souvent au Hamas, momentanément devenu majoritaire. Modèle politique, le Mouvement des prisonniers irriguait le champ politique et la société Dehors, créait des *citoyennetés carcérales* spécifiques et une culture démocratique ancrée dans les Territoires occupés et opposée aux pratiques des cadres de l'OLP exilés. Sa structure unitaire et

² Ismaïl Nashif, *Palestinian Political prisoners. Identity and Community*, Oxon/New York, Routledge, 2008.

transpartisane a préfiguré celle de la 1^{ère} Intifada.

Les ruptures d'Oslo et la génération de l'Intifada al-Aqsa

Avec les accords d'Oslo (1994/1995), cette culture politique s'est délitée. Les détenus n'ont plus été les acteurs majeurs. Ils ont été subordonnés aux cadres de l'Extérieur de l'OLP, au fondement de l'Autorité palestinienne (AP). En 1997, suite à l'accord du Caire (Oslo I), seuls 350 hommes restaient détenus et plus une seule femme. Les partis islamiques, entrés plus massivement en prison à partir de l'Intifada, affluèrent à nouveau à mesure que les attentats³ se succédaient et que l'échec des accords devenait patent. Ils constituèrent avec la gauche d'opposition aux accords, en premier lieu le FPLP, la génération carcérale d'Oslo. Au fil du temps, le non-accomplissement des promesses de souveraineté attendues d'un processus de paix, l'installation progressive de réseaux d'intérêts politico-économiques et de corruption, puis la dérive autoritaire de l'AP ont eu des effets délétères sur le Mouvement des prisonniers.

Avec la 2^{nde} Intifada, le leadership en détention a été confronté à l'arrivée massive d'une nouvelle génération, certains sans passé partisan, à la mentalité et à la culture politique distinctes, qu'il peinait à intégrer alors que peu d'anciens étaient encore derrière les murs et que les leaders de l'Intifada al-Aqsa étaient victimes de la politique israélienne d'assassinats ciblés. Ce soulèvement n'avait en outre pas de commandement et de programme unifiés. Cette rupture de transmission générationnelle et ce manque d'encadrement accrurent l'affaiblissement du Mouvement des prisonniers, qui fit face à partir de 2003-2004 à la mise en place d'un nouveau management carcéral inspiré par les services de renseignement. Les réglementations de la pénitencière se sont dès lors ingénérées à séparer les détenus en fonction de leur statut et de leurs appartenances géographiques et sociales, ainsi qu'à individualiser la vie quotidienne derrière les barreaux. Les regroupements des prisonniers ont reflété les isolements spatiaux mis en œuvre dans les Territoires occupés⁴. Au fil du temps, en jouant à la fois sur des transferts incessants et sur l'émulation individuelle, des techniques managériales de la doxa néolibérale d'une part, et sur les divisions d'autre part, le service de renseignement de la pénitencière est parvenu à s'immiscer dans les rouages de l'exercice des *citoyennetés carcérales*. La séparation entre partis religieux et séculiers Dedans intervint dans le sillage de la rupture entre le Hamas et le Fatah suite aux élections législatives de 2006 qui aboutit à

³ Déclenchés par les partis islamiques de 1994 à 1997, ils ont été attisés par le massacre de fidèles en prière commis par Baruch Goldstein, un colon extrémiste juif, dans la mosquée d'Abraham à Hébron le 25 février 1994.

⁴ Suite à la reformulation de l'ensemble des dispositifs de contrôle dans l'objectif non plus de résoudre mais de gérer un conflit à basse intensité. Voir Stéphanie Latte Abdallah, Cédric Parizot (dir.), *À l'ombre du Mur. Israéliens et Palestiniens entre séparation et occupation*, Arles, Actes Sud, 2011 ; *Israël-Palestine. L'illusion de la séparation*, Aix-en-Provence, PUP, 2017

l'existence de deux gouvernements concurrents en Cisjordanie et à Gaza, et ce, en dépit de la signature en mai 2006 du Document des prisonniers par les leaders du Fatah, du Hamas, du Djihad, du FPLP et du FDLP⁵, qui avait tenté de l'endiguer. Ce document marquait le retour d'un Mouvement des prisonniers affaibli sur la scène politique. Il put voir le jour car ces leaders partageaient un quotidien dans la section 3 d'isolement collectif de la prison d'Hadarim. Il s'est appuyé sur une situation carcérale commune et sur la légitimité qu'elle confère pour peser sur les partis Dehors, et proposer une perspective stratégique vis-à-vis d'Israël⁶. Ce texte constitue toujours une référence solide et mobilisable pour parvenir à une réconciliation entre les deux entités, et fut à la base de l'accord entre le Fatah et le Hamas qui permit de lancer le processus électoral du printemps 2021.

Dans les autres prisons, la pénitencière avait imposé un cloisonnement spatial entre partis religieux et ceux appartenant à l'OLP. Une séparation qui ne recoupait pas les lignes de fracture politique entre partisans d'Oslo et partis opposés aux accords (le FPLP et le FDLP y étant hostiles tout comme le Hamas et le Djihad islamique), et entre les tenants de la résistance armée et ceux qui la récusaient ; ce qui affaiblissait d'autant plus l'organisation interne. Avec l'Intifada al-Aqsa, ce choix tactique a profondément divisé au sein même du Fatah. Les fathaouis qui réinvestirent alors massivement les prisons israéliennes trouvèrent une vie partisane Dedans faiblement structurée, contrairement aux militants du Hamas, du Djihad ou du FPLP qui avaient maintenu une présence forte en détention, des branches prison disciplinées alors que le Fatah ne parvint pas à souder la sienne qui perdit sa capacité à prendre des décisions unitaires. Après 2007, la génération qui rejoignit Dedans celle d'al-Aqsa a été d'autant plus disparate qu'elle est moins affiliée à un système partisan contesté de toute part par la jeunesse et les nouvelles formes de mobilisations de la société civile qui n'ont cessé de s'amplifier.

Un carcéralisme intra-palestinien

À l'été 2007, la division entre le Hamas et le Fatah s'est traduite par une déferlante d'arrestations intrapalestiniennes - un millier de personnes de part et d'autre. Ils ont été incarcérés dans la prison de Jéricho et les centres de détention des services de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) (les services généraux de renseignement, la Sécurité préventive et les Renseignements militaires) et dans celles de la Sécurité intérieure¹ et de la police militaire de l'administration

⁵ Marwan Barghouti pour le Fatah, alors député et secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, Abd al-Khaliq al-Natsheh, un des fondateurs et hauts dirigeants du Hamas, Bassam al-Saadi pour le Djihad islamique, Abd al-Rahim Malluh, membre du Comité exécutif de l'OLP et vice-secrétaire général du FPLP et Mustafà Badarneh pour le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP).

⁶ Il est ainsi le premier document avalisé par tous les partis influents qui appelle à établir un État sur les Territoires occupés en 1967.

hamsaouie à Gaza. Depuis, le nombre de hamsaouis et de fathaouis détenus fluctue selon l'état de tension entre les gouvernements de Ramallah et de Gaza, suivant une politique de réciprocité. Les emprisonnements de ces « politiques », exclusivement des hommes en Cisjordanie comme à Gaza, ont toutefois baissé à partir de 2011-2012 pour se situer entre 50 et 100 personnes.

En Cisjordanie, en 2007, la coopération sécuritaire restaurée entre autorités israéliennes et forces de sécurité palestiniennes a impliqué le désarmement de l'ensemble des milices de la résistance armée, les arrestations de suspects appartenant à ces groupes et aux partis opposants (tout particulièrement le Hamas et le Djihad islamique) et le partage des informations entre leurs services. Par ailleurs, à mesure que la dérive autoritaire de l'AP s'est accentuée, des arrestations ont visé à encadrer le jeu politique afin de s'assurer de la prédominance de la mouvance fathaouie au pouvoir. La détention interne ou la coopération sécuritaire sont ainsi utilisées pour juguler l'influence des autres mouvements, tout particulièrement lors des élections des conseils étudiantins et celles des syndicats professionnels, seuls scrutins tenus régulièrement, où le bloc islamique détient souvent la majorité. Les militants des mouvements islamiques mais aussi de partis de gauche, le FPLP tout d'abord mais aussi le FDLP et le Parti du peuple, des personnes engagées dans la résistance populaire ou dans BDS et également ceux appartenant à des groupes concurrents au sein du Fatah (tels que les partisans de Mohammed Dahlan exclu du Fatah en 2011) sont ainsi visés par des arrestations par les services de l'AP. Ils se voient appliquer des méthodes visant à les intimider, tel que l'on a pu le voir récemment lors des prémisses de la campagne électorale de mai 2021 et des manifestations qui ont contesté leur annulation. Les libertés publiques se sont réduites. La loi de 2017 sur la cybercriminalité a étoffé l'arsenal juridique existant. Des journalistes, des personnes engagées, des blogueurs et beaucoup d'étudiants ont ainsi été interpellés pour des articles ou des posts jugés hostiles. En avril 2018, la Sécurité préventive déclarait détenir 125 personnes et les services de renseignement 61⁷. La coopération sécuritaire, décriée par plus de 80% de la population, a également revêtu une fonction interne dès lors qu'elle a constitué un levier pour contrôler l'opposition, la politique et la société en Cisjordanie en transmettant les informations idoines à leurs homologues israéliens, et en jouant parfois à dessein sur des détentions dans l'un ou l'autre système, ou dans l'un puis dans l'autre. La plupart de ceux qui sortent des prisons israéliennes après une détention administrative⁸ ou pour appartenance à un parti autre

⁷ Human Rights Watch, *Two Authorities, One Way, Zero Dissent. Arbitrary Arrest and Torture Under the Palestinian Authority and Hamas*, 2018.

⁸ Elle permet de prolonger la période de détention jusqu'à six mois renouvelables sans limite, à la seule discrétion

que le Fatah sont de nouveau arrêtés par les forces de sécurité palestiniennes et parfois condamnés pour les mêmes faits, ou inversement, instituant ainsi un va-et-vient entre deux systèmes carcéraux nommé la « porte tournante » (*al-bab al-dawar*).

À Gaza, outre les arrestations des fathaouis, d'autres sont plus sévèrement accusés d'espionnage à la solde de l'AP ou d'intérêt internationaux ; de déstabilisation via notamment l'entrée de fonds ; ou de collaboration avec Israël. Les arrestations de journalistes, blogueurs, activistes ou de simples manifestants pour des délits d'opinion sont communes, surtout quand il s'agit de mobilisations indépendantes touchant à la dégradation des conditions de vie, dont la responsabilité est attribuée au Hamas, qui sont perçues comme les plus menaçantes : mouvement de jeunesse de 2011, manifestations dénonçant le manque d'accès à l'électricité⁹, mouvement « Nous voulons vivre [*Badna nahish*] » à partir de mars 2019 contre la hausse des prix et des taxes sur des produits alimentaires et de première nécessité, etc.

Cause sacrée et front carcéral d'opposition à l'Autorité palestinienne

La cause des prisonniers s'est constituée comme une cause sacrée, support majeur d'un discours unitaire. Fortement entachée par les incarcérations intra-palestiniennes, elle fait de surcroît l'objet d'une concurrence sourde pour la représenter. L'AP s'est investie dans un soutien financier accru aux détenus et ex-détenus (aide juridique, allocation mensuelle, dispositifs de prise en charge et de réhabilitation post-détention, etc.) par la voie de son Ministère des prisonniers, devenu en 2014, une Haute commission sous la tutelle de l'OLP. Toutefois, la relative marginalisation des anciens prisonniers, mis à l'écart des cercles véritablement décisionnaires au sein de l'AP, de l'OLP et du Fatah ainsi que l'absence de résultat sur le volet des libérations ont généré des critiques acerbes : les prisonniers ne seraient plus traités qu'en termes de problèmes sociaux ou humanitaires. Sans parler de celles portant sur une politique israélienne qui a visé à faire payer aux Palestiniens eux-mêmes leur détention en s'appuyant sur les aides fournies par l'AP. Le Hamas a en revanche obtenu la libération de 1027 prisonniers politiques contre le soldat Shalit en 2011, et s'est à nouveau trouvé en position de négociateur depuis la guerre à Gaza de 2014 puisqu'il détient deux soldats décédés et deux civils infiltrés. Figure populaire et unitaire, Marwan Barghouti fait partie des leaders politiques sur lesquels le Hamas a annoncé qu'il ne transigerait plus. Nombre de responsables du Hamas le considèrent comme une alternative politique qui favorisera la réconciliation nationale.

Le front d'opposition à l'AP qui s'élargit à mesure que s'enracine l'autoritarisme s'est appuyé

des services de renseignement israéliens.

⁹ Entre mars 2018 et mars 2019, selon les données du Centre pour les droits humains Al-Mizan, les services de sécurité du Hamas avaient arrêté 742 personnes pour des motifs politiques.

sur les expériences et les vécus politiques carcéraux. Les deux dernières grandes grèves collectives de la faim, celle du printemps 2012, la première grève 2.0 - à l'initiative du Hamas - puis celle de 2017 - lancée par Marwan Barghouti -, ont ainsi marqué des moments clefs de la constitution de cette opposition. Au-delà des affrontements avec la pénitencière israélienne pour l'obtention de droits légitimes, ces deux grèves ont constitué des épreuves politiques intra-palestiniennes. Les mobilisations autour de la Grève de la dignité de 2012 ont établi des connexions stratégiques entre des mobilisations et des registres militants qui ne se reconnaissaient pas, dessinant un nouveau front d'opposition à la politique de l'AP. Relativement discrédités aux yeux de la société palestinienne, les partis revendiquent maintenant, de façon plus ou moins instrumentale et circonstancielle, la résistance populaire¹⁰ et se sont associés aux initiatives de la société civile. La grève de 2017 a constitué une rupture majeure au sein du Fatah. Pour Marwan Barghouti, cette grève a revêtu un objectif de politique interne, intra-Fatah. Il entendait rappeler son influence, alors qu'il incarne une ligne résistante, contre la coopération sécuritaire, proche des partis d'opposition et pour la fédération de l'ensemble des formes de lutte et a été marginalisé au sein du Comité central du Fatah après les élections de 2016 malgré sa réélection avec le plus grand nombre de voix. Des figures politiques, comme Khalida Jarrar ou Leila Khaled du FPLP, firent des déclarations publiques qui scandaient que les « vrais leaders » se trouvaient en prison, leur lutte étant une alternative au chemin choisi par les dirigeants de l'AP. Incarnation de la probité militante, les détenus en grève, assumant un coût élevé pour leur engagement, démontraient qu'ils étaient suffisamment soudés pour porter une stratégie et un avenir politiques, inversant le rapport de pouvoir entre Dedans et Dehors. C'est ainsi le leadership de l'intérieur des prisons qui est plébiscité par les partis et de nombreux militants du Fatah ainsi que par la société civile et les initiatives de jeunesse. Ce front carcéral vécu par Mahmoud Abbas comme une fronde à laquelle il lui était impossible de réagir pendant la grève, entraîna à posteriori la mise à l'écart des dissidents. La rupture devint visible avec la constitution de trois listes fathaouies pour les législatives de mai 2021, dont une soutenue par Marwan Barghouti. Ce sont ces dissensions internes et l'élargissement de l'opposition à l'AP qu'elles impliquent qui ont conduit au report sine die de l'ensemble du processus électoral prévu en 2021 (législatives, présidentielles et conseil national de l'OLP) décidé unilatéralement par le Président Abbas. Ce déni de

¹⁰ La résistance populaire désigne les manifestations hebdomadaires lancée à partir de 2003 par des comités villageois contre la prédation de terres. Elle s'étend au Palestinian Struggle Coordination Committee, à la Jordan Valley Solidarity Campaign, à Stop the Wall, aux mouvements de jeunesse du printemps palestinien ainsi qu'à BDS.

démocratie contesté de toute part, a attisé la désillusion vis-à-vis de la politique instituée et les mobilisations inédites d'une société civile palestinienne réunie au printemps 2021 par-delà la ligne verte¹¹, le projet colonial israélien et les divisions intra-palestiniennes.

Pour en savoir plus :

Raed Andoni, *Istiyad Ashbah (Ghost Hunting)*, film documentaire, France/Palestine/Qatar/Suisse, 94', 2017.

Walid Daka, « Consciousness Molded. Or: of the re-Identification of Torture », in Abeer Baker, Anat Matar (eds.), *Threat. Palestinian Political Prisoners in Israel*, London, Pluto Press, 2011.

Thomas W. Hill, "From the Small *Zinzana* to the Bigger *Zinzana*: Israeli Prisons, Palestinian Prisons", in *Journal of Palestine Studies*, Vol. XLV, N° 3, Issue 179, Spring 2016, p. 7-23.

Stéphanie Latte Abdallah, *La toile carcérale. Une histoire de l'enfermement en Palestine*, Paris, Bayard, 2021.

Stéphanie Latte Abdallah, « L'incarcération politique des Palestiniens comme paradigme du régime de mobilité », dans Stéphanie Latte Abdallah, Cédric Parizot (dir.), *Israël-Palestine. L'illusion de la séparation*, Aix-en-Provence, PUP, 2017, p. 31-52.

Ismail Nashif, *Palestinian Political prisoners. Identity and Community*, Oxon/New York, Routledge, 2008.

¹¹ Ligne d'armistice de 1949 qui sépare selon le droit international Jérusalem-Est et la Cisjordanie d'Israël.